

LE MONDE DES MARCHANDS DE MORT

LE PROGRAMME
DES RENCONTRES D'ÉTÉ
RÉVOLUTIONNAIRES
du 23 au 27 août

RÉVOLUTIONNAIRES

38 10 JUILLET 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**Canicule,
inondations,
incendies : notre
santé et nos vies,
pas leurs profits !**

Au Texas, les inondations survenues après des pluies diluviennes ont fait plus de 100 morts et des dizaines de disparus, dont beaucoup d'enfants. En Inde, 69 personnes ont perdu la vie du fait des crues et des glissements de terrain liés à la mousson. En Turquie et en Grèce, comme dans le sud de la France, ce sont les incendies qui embrasent la végétation rendue inflammable par la sécheresse chronique et les vagues de chaleur.

CATASTROPHES NATURELLES ET CATASTROPHES SOCIALES

Ce n'est pas une fatalité ou un coup du sort. Ce sont des conséquences du dérèglement climatique dont l'origine se trouve dans le capitalisme, un système orienté vers le profit au mépris des travailleurs et de l'environnement. C'est aussi le produit d'une société qui ne préserve pas ses membres. Le comté texan de Kerr est régulièrement victime d'inondations, mais ça n'empêche pas les Églises d'y organiser des camps de vacances, d'où le nombre élevé d'enfants décédés. Et l'agence météo américaine avait donné l'alerte quelques heures avant le drame, sans que les autorités locales ne prennent de dispositions.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 3	INTERNATIONAL	p. 4-5	DOSSIER	p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES	p. 8-9	VIE DU PARTI	p. 10	NPA JEUNES-R	p. 12
Éditorial Canicules, inondations, incendies : notre santé et nos vies, pas leurs profits !	Grève massive dans l'audiovisuel	Sommet de l'Otan et Ukraine	LE MONDE DES MARCHANDS DE MORT : LA GUERRE ÇA TUE, MAIS ÇA LEUR RAPPORTE ! Les dépenses militaires dans le monde	À Cenexi, on se prépare à lutter contre un PSE	TER : la concurrence est sur les rails, mais lesquels ?	Le programme des Rencontres d'été révolutionnaires » du 23 au 27 août	Méthodes policières à l'université Paris Nanterre contre des militants : l'Unef Nanterre annonce porter plainte				
La lutte contre la crise climatique aux oubliettes	Sauvagerie anti-migrants	La « grande et belle loi » de Trump : une attaque contre les classes populaires	Pour quelques Rafale de plus	Licenciements chez De Dietrich : l'extrême droite tente d'instrumentaliser la colère sociale	Dépôts de bus RATP : le 10 juillet, en grève pour les conditions de travail et l'augmentation des salaires !						
Kanaky : l'extrême droite loyaliste en position de force	Budget 2026 : Bayrou veut braquer 40 milliards aux classes populaires	Iran : après la guerre, la répression	Les « Trente glorieuses »... pour les marchands de canon	Les travailleurs de Stellantis Poissy construisent l'unité contre les patrons	Pour les mineurs non accompagnés de Rouen, un été à l'abri						
		Turquie : alors que les manifestations s'essoufflent, Erdoğan reprend l'offensive	Travailleurs de l'armement : on nous mène la guerre	À propos d'une campagne de la CGT-cheminots...							
		Témoignages de soldats israéliens	L'armée, planificatrice de la recherche scientifique...								
		Accord Rwanda-RDC sous la houlette de Trump	Le capitalisme porte en lui la guerre								
		Serbie : la mobilisation continue									

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

CLIMATO-SCEPTICISME D'OPPOSITION, CLIMATO-SCEPTICISME DE GOUVERNEMENT

Cette agence météo a fait l'objet de sévères coupes budgétaires de la part de Trump, comme d'ailleurs tous les instituts scientifiques qui étudient le climat. Partout où elle est au pouvoir, l'extrême droite sabote les quelques mesures vertes. Et partout où elle est dans l'opposition, elle fait de la démagogie anti-écolo. Elle surfe sur la crainte des classes populaires que la transition se fasse au détriment de leur mode de vie. Mais elle se garde bien de montrer que tous les aspects de ce mode de vie, des lieux d'habitation et de travail au type de transports empruntés, sont déterminés par l'argent-roi : les contraintes et les entraves à la « liberté » ne sont pas du côté que l'on croit !

L'extrême droite n'a pas besoin d'être au pouvoir pour que sa politique soit appliquée. Les gouvernements en place s'y emploient très bien, en dépit d'un greenwashing de façade. En France, les aides à la rénovation thermique des bâtiments comme celles pour électrifier les véhicules sont sans cesse rabotées, la construction de l'autoroute A69 a repris, les propriétaires de logement pourraient finalement continuer à les louer même si ce sont des passoires thermiques... Résultat : les émissions de gaz à effet de serre ont cessé de reculer au premier trimestre.

LE MONDE DU TRAVAIL PAIE LE PRIX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Lundi 30 juin, un des nôtres, un ouvrier de 35 ans, est mort après avoir quitté son chantier à Besançon. Il s'ajoute à la cinquantaine de ceux qui sont morts au travail du fait de la chaleur depuis 2018. Ce chiffre est d'ailleurs sous-estimé, car l'administration est incapable de déterminer les causes de décès dans tous les cas.

En revanche, elle se montre très attentive à ce que le travail continue coûte que coûte. Les nouvelles règles « fortes chaleurs » sorties le 1^{er} juillet ne définissent toujours pas de température maximale au-delà de laquelle le travail doit cesser. Dans le bâtiment, alors que les patrons bénéficient du chômage partiel en cas de vigilance canicule orange ou rouge (comme c'était le cas à Besançon le 30 juin...), rien n'oblige à arrêter les chantiers. Ce n'est pas seulement la chaleur qui tue, mais la rapacité capitaliste.

Mais on ne va pas crever de chaud pour leurs profits. Dans de nombreuses entreprises, des travailleurs ont pratiqué leur droit de retrait pour se protéger ; aux ateliers SNCF de Quatre Mares à Rouen, un débrayage a eu lieu pour obtenir un accès à l'eau et à Montpellier, des conducteurs de bus ont même fait grève pour exiger la clim dans les véhicules. Ces mobilisations collectives sont encore rares, mais elles sont la preuve que nous pouvons nous battre avec nos armes de classe pour ne pas faire les frais du réchauffement climatique.

• 08/07/2025

La lutte contre la crise climatique passe aux oubliettes

2024 a été l'année de tous les abandons en matière environnementale. L'État s'est efforcé de faire taire toute contestation, interdisant les manifestations contre les projets qui aggravent la crise climatique, comme cela a encore été le cas le week-end des 5 et 6 juillet sur le chantier de l'autoroute A69 : le préfet du Tarn a interdit le rassemblement prévu, les 2 000 gendarmes mobilisés arrosant les manifestants de gaz lacrymogènes.

LA TERRE NE RESPIRE PLUS, MAIS ON CONTINUE À ARTIFICIALISER LES SOLS

Le chantier de cette autoroute, qui doit relier Castres et Toulouse, a reçu l'autorisation de redémarrer, alors qu'il avait été gelé par le tribunal administratif en février, car il ne répondait à aucune raison impérieuse d'intérêt public majeur. Mais certains y gagnent gros. Pierre Fabre, le groupe pharmaceutique, a investi plus de 8 millions d'euros pour améliorer sa logistique. Et le concessionnaire, Atosca, pourrait engranger plus de 825 millions d'euros de recettes de péages sur 55 ans, un jackpot garanti grâce à un contrat public-privé taillé sur mesure, financé en partie par de l'argent public. À la demande de l'État et du concessionnaire, la cour administrative d'appel a autorisé la reprise des travaux, alors que le jugement sur le fond n'aura lieu qu'en 2026. L'État escompte certainement que les travaux seront achevés avant que le tribunal ne statue sur le fond, mettant tout le monde devant le fait accompli.

LES OBJECTIFS CLIMATIQUES ENTERRÉS

L'Accord de Paris signé en 2015, avait été salué comme un tournant historique. Mais il s'agissait d'un accord sans contrainte réelle, et, aujourd'hui, les scientifiques le disent : l'objectif de 1,5 °C est désormais hors de portée.

L'Union européenne dit viser une réduction de 55 % de gaz à effet de serre d'ici 2030. La France est censée suivre. L'an dernier, les émissions ont baissé de 8 % dans l'UE, mais de moins de 2 % en France. En 2025, la baisse prévue est inférieure à 1 %. Il faudrait une réduction de 5 % par an pour tenir le cap. Et, pendant que la Commission européenne propose un objectif encore plus irréaliste – une baisse de 90 % d'ici 2040 –, tous les dirigeants européens augmentent leurs budgets militaires.



LA LOI DUPLOMB : DESTRUCTION ÉCOLOGIQUE ET CADEAUX À L'AGRO-INDUSTRIE

La loi Duplomb doit être votée dans les jours qui suivront la parution de cet article. Elle s'aligne sur les intérêts des grands exploitants agricoles en supprimant les contraintes environnementales. Elle réintroduit l'utilisation des néonicotinoïdes, un pesticide surnommé « le tueur d'abeilles », facilite l'implantation et l'extension des élevages industriels et, alors qu'il ne s'agit que des intérêts privés de producteurs capitalistes, elle affirme que les mégabassines sont d'« intérêt général », ce qui permet de les subventionner avec de l'argent public.

Tant que les amis du gouvernement de Macron peuvent continuer leur business as usual, ils continueront. En dépit de tout bon sens, de toute urgence climatique, et de toute logique de protection du vivant.

KAI AZUA • 07/07/2025

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN

12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement

• PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 38 • 10 JUILLET 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

KANAKY : AU SOMMET DE BOUGIVAL, L'EXTRÊME DROITE LOYALISTE SE SENT EN POSITION DE FORCE

Macron a convoqué les représentants des partis de l'archipel à un « sommet sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie » qui se tient à huis clos à Bougival, en région parisienne.

Macron s'affiche donc en pompier, après avoir été le pyromane qui a mis le feu aux poudres le 13 mai 2024 en annonçant un dégel du corps électoral qui aurait rendu les Kanak encore plus minoritaires sur leurs terres : c'est cette annonce qui avait déclenché des émeutes dans tout l'archipel. Les provocations de Macron se sont donc soldées par 13 morts, des centaines de blessés, des centaines de maisons, d'entreprises, d'infrastructures détruites - le gouvernement chiffre les destructions à 2,2 milliards d'euros.

Lors d'un précédent huis clos à Deva en mars dernier, au cours duquel il avait proposé un accord de « souveraineté avec la France », Valls, le ministre des Outre-mer, s'était heurté au refus catégorique des « loyalistes »,

« Ils prônent la reprise de la colonisation pour permettre demain la partition : aux colons la partie la plus riche de l'archipel, dont la capitale, Nouméa, aux indépendantistes le reste. »

c'est-à-dire l'extrême droite calédonienne dirigée par la présidente de la région Sud, Sonia Backès. Le 25 juin, lors d'un meeting tenu à Païta, dans le Grand Nouméa, Nicolas Metzdorf, député loyaliste de Nouvelle-Calédonie, se vantait d'avoir « fait capoter le projet d'indépendance-association de Valls », tandis que Sonia Backès ajoutait : « On ne veut plus être pollués en permanence par des gens qui n'ont pas le même projet de société. » Comment ? « La seule façon de s'en sortir, c'est de refaire venir du monde en Nouvelle-Calédonie et de leur donner le droit de vote », a expliqué Gil Brial, un proche de Sonia Backès. La position des loyalistes est donc simple : derrière leur revendication de « fédéralisme », ils prônent la reprise de la colonisation pour

permettre demain la partition : aux colons la partie la plus riche de l'archipel, dont la capitale, Nouméa, aux indépendantistes le reste.

Les indépendantistes veulent partir de la proposition de Valls, reprise de fait par Macron qui a évoqué un « État associé ». Avec une répression coloniale qui ne faiblit pas dans l'archipel, malgré la remise en liberté de quelques-uns de leurs dirigeants, on peut comprendre que les indépendantistes tentent de trouver un compromis avec les représentants de l'État face à une extrême droite aujourd'hui forte de l'appui des flics détachés sur place et d'un appareil judiciaire qui a la main lourde quand il fait face à des Kanak.



En réalité, à Bougival, la partie se joue entre les représentants de l'État et les ultras qui se tiennent derrière Sonia Backès. L'extrême droite se sent en situation de force en campant dans son refus. Tout dépendra donc du montant des aides que l'État français mettrait sur la table pour permettre aux riches colons de reprendre le cours de leurs affaires : leur intransigence est aussi une façon de faire monter les enchères. Si la mise de l'État est suffisante, ils feront des concessions « politiques » sur l'avenir de l'archipel : Macron ne leur a-t-il pas lui-même démontré l'an dernier qu'on peut toujours s'asseoir sur un accord dont les échéances sont au long cours !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 08/07/2025

GRÈVE MASSIVE CONTRE LE PROJET DE FUSION DE L'AUDIOVISUEL

La proposition de loi sur l'audiovisuel public présenté par la ministre de la Culture, Rachida Dati, a été rejetée par le Parlement lundi 30 juin par 94 voix contre 38. Cette réforme, déjà présentée en mai 2024 et plusieurs fois reportée, prévoit la création d'une holding baptisée « France Médias », chargée de chapeauter trois sociétés jusqu'alors indépendantes : Radio France, France Télévisions et l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Cette mesure, soutenue par la droite et la macronie, est défendue au nom de la résistance et de la compétitivité face aux plateformes comme Netflix. En réalité, elle permettrait surtout, dès la fusion, des économies de personnel et des diminutions d'effectifs, voire des licenciements. Sans doute également des économies sur les programmes. Les syndicats et beaucoup de salariés craignent également que cette nouvelle structure, avec une direction liée directement au pouvoir, n'accentue les possibilités de contrôle et de censure par l'exécutif. Une sorte de retour à l'ORTF des années 1960 en somme !

Le vote de rejet de l'Assemblée nationale, s'il est un camouflet pour Rachida Dati, ne marque pourtant pas l'abandon de cette proposition de loi : c'est maintenant au tour

du Sénat d'en débattre et il se pourrait bien qu'elle soit alors adoptée.

Heureusement les travailleurs et travailleuses de ces entreprises ne l'entendent pas de cette oreille. Au moment du passage à l'Assemblée nationale, ils ont entamé, à l'appel des syndicats, une grève particulièrement massive dans tout le pays, jusqu'à 90 % de grévistes à France Inter par exemple, et ont tenu d'importantes manifestations. Après le rejet du texte au Parlement, le travail a repris, mais si ce projet de loi devait passer malgré tout, au Sénat pour commencer, les employés et les syndicats ont déjà annoncé être prêts à une grève illimitée. C'est bien la voie à suivre pour obtenir le retrait définitif de cette loi.

MICHEL GRANDRY • 08/07/2025

Teaser de « Bayrou le voyou, saison 2 » : comment braquer 40 milliards aux classes populaires !

C'est le 15 juillet que Bayrou dévoilera son plan pour faire 40 milliards d'économies supplémentaires sur le prochain budget de l'État. Un lendemain de « fête nationale » dont on peut être sûrs que les seuls à ne pas avoir la gueule de bois seront les flics, les militaires, les marchands d'armes et les patrons. Le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, ancien ministre socialiste, a décidé de jouer les Monsieur Plus et prône qu'il faudra réaliser 100 milliards d'économies d'ici 2029... Qui dit mieux ?

Pour la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, il faudra en passer par « une année blanche » en 2026. Comprenons, le gel de toutes les augmentations prévues habituellement pour tenir compte de celle du coût de la vie. « Est-ce que c'est sur les prestations sociales ? Est-ce que c'est sur les barèmes des impôts ? Est-ce que c'est sur les dotations aux collectivités ? Est-ce que c'est sur les versements et les aides aux entreprises ? », a-t-elle fait mine de s'interroger lors d'une interview à Sud Radio le 2 juillet. Gageons que ce ne sera pas la dernière option qui sera retenue !

Ragaillardis par la popularité de leur nouveau chef Bruno Retailleau, Les Républicains proposent eux de plafonner l'aide sociale (qui deviendrait unique, jusqu'à 70 % du Smic), de limiter drastiquement le RSA ou les conditions d'accès des étrangers au système social.

Montchalin est également revenue sur l'éventualité de réduire les effectifs de la fonction publique. « La tendance qui consiste à augmenter inexorablement le nombre est mauvaise pour les fonctionnaires en poste aujourd'hui. Ça les paupérise », a-t-elle dé-

claré... sans la moindre honte. Lombard, le ministre de l'Économie est tout aussi direct et assume aussi le fait de revoir à la « baisse » le « nombre de fonctionnaires ». Les effectifs des services publics vont être grattés jusqu'à l'os, dans la santé, dans l'éducation, dans le social...

Gérard Larcher, le président LR du Sénat, s'est empressé de filer le train aux deux ministres en déclarant à l'AFP : « Certaines choses peuvent être gelées facilement, d'autres moins. Je pense au régalién qui doit rester en dehors de l'épure. » Effectivement, plusieurs lois de programmation, concernant la défense, l'intérieur et la justice ont d'ores et déjà prévu des hausses de dépenses en 2026. Concernant les dépenses militaires, la France s'est engagée dans le cadre de l'Otan, sous l'injonction de Trump, à faire passer d'ici 2035 les dépenses militaires à 5 % du PIB, c'est-à-dire plus de 120 milliards d'euros, comme les autres pays européens (alors qu'elles sont déjà à 3,5 % du PIB, soit le niveau le plus élevé depuis 1962, au moment d'une des crises majeures de la guerre froide, celle des missiles soviétiques déployés sur Cuba). Par comparaison, le budget de l'Éducation nationale est aujourd'hui de 64,5 milliards d'euros.

Contre ce braquage à l'arme lourde en bande organisée, il n'y aura pas de solution institutionnelle : c'est une mobilisation sociale massive qui doit s'imposer dès la rentrée !

MARIE DAROUE • 08/07/2025

LA SAUVAGERIE ANTI-MIGRANTS

Le Premier ministre travailliste britannique Keir Starmer s'est félicité d'un « durcissement » dans les pratiques des forces de l'ordre françaises pour intercepter les migrants embarquant sur des bateaux dans le Nord-Pas-de-Calais pour rejoindre l'Angleterre. Des images diffusées sur la BBC, tournées sur une plage, montrent des gendarmes bien de chez nous entrant dans l'eau peu profonde pour atteindre un bateau pneumatique chargé de personnes migrantes, parmi lesquels des enfants. Et ces mêmes gendarmes crèvent l'embarcation à coups de couteaux. La ministre de la Mer, Pannier-Runacher, a approuvé la démarche. Au moins 15 personnes sont mortes en tentant la traversée depuis le début de l'année et 78 en 2024. Pour arrêter ce décompte macabre, il faut ouvrir les frontières sans condition à tous les migrants... et passer par-dessus bord le racisme d'État !

Sommet de l'Otan et Ukraine : Trump aboie... les Européens au garde à vous

Dans la nuit du 3 au 4 juillet, la Russie a lancé contre Kiev sa plus grande offensive aérienne depuis le début de l'invasion en février 2022. Ces bombardements sont survenus une semaine après une autre offensive aérienne d'ampleur contre la capitale, le 29 juin.

A lors que la semaine précédente, Trump avait annoncé suspendre les livraisons de systèmes antiaériens à l'Ukraine, le 8 juillet, il a finalement déclaré vouloir « *envoyer plus d'armes offensives* » à Kiev. Quatre jours auparavant, il s'était déclaré « *très mécontent* » de son coup de fil à Poutine.

Ces déclarations contradictoires témoignent des hésitations impérialistes quant à la stratégie militaire à suivre. Trump et son secrétaire d'État, Marco Rubio, voudraient mettre la priorité sur le front indo-pacifique et le Moyen-Orient. Ainsi, lors du sommet de l'Otan des 24 et 25 juin, Trump a sèchement répondu à Zelensky, qui avait renouvelé ses appels à l'achat de systèmes antiaériens Patriot : « *Nous allons voir. Nous en avons besoin aussi. [...] Nous en livrons déjà à Israël.* »

En 2023, Elbridge Colby, sous-secrétaire à la politique de Défense, avait ainsi présenté sa doctrine concernant l'Europe : « *Il est dans l'intérêt de l'Amérique d'éviter une défaite de l'Ukraine, mais nous devons poursuivre cet intérêt d'une manière cohérente avec notre plus haute priorité, à savoir restaurer une défense forte le long de la première chaîne d'îles en Asie.* »

C'est la raison pour laquelle Trump a pesé de tout son poids sur le sommet de l'Otan pour imposer aux États européens d'augmenter leurs budgets militaires de 2 à 5 % de leur PIB. Un diktat auquel les dirigeants européens se sont rapidement pliés, Espagne exceptée. Une augmentation gigantesque des dépenses militaires, assortie de contrôles réguliers par Washington, avec des « *plans annuels crédibles* » qui devront être présentés chaque année, et une clause de revoyure en 2029.

Cela n'a pas entamé la flagornerie des dirigeants européens envers leur maître. Ainsi le néerlandais Mark Rutte, secrétaire général de l'Otan après avoir été pendant plusieurs années Premier ministre des Pays-Bas, s'est extasié dans le New York Times : « *Le président Trump mérite tous les éloges, car, sans son leadership, sans sa réélection à la présidence des États-Unis, nous n'aurions jamais pu parvenir à un accord sur le sujet des 5 %.* »

AURÉLIEN PÉRENNA • 08/07/2025

La « grande et belle loi » de Trump : une attaque contre les classes populaires !

Trump a fait passer son budget de justesse : au Sénat, il a fallu la voix du vice-président Vance et, à la Chambre des représentants, grâce à une majorité de quatre voix.

Ce budget est catastrophique. Les économistes – et Elon Musk ! – le dénoncent parce qu'il creuse la dette déjà colossale de l'État – 36 000 milliards de dollars, soit 125 % du PIB. Mais il est surtout catastrophique pour les classes populaires.

La reconduction des réductions fiscales décidées par Trump pendant son premier mandat coûtera 1 500 milliards de dollars sur cinq ans, dont 1 100 milliards iront à ceux dont les revenus annuels dépassent 500 000 dollars. Le pendant est une attaque contre Medicare et « Obamacare », ce qui écartera des soins de santé 12 millions de personnes à brève échéance et 17 millions dans dix ans. Coupures encore de 300 milliards dans l'aide alimentaire, la restauration scolaire, ce qui affectera 8 millions de personnes.

À l'opposé, le budget de l'armée augmente de 150 milliards pour atteindre 1 000 milliards de dollars et celui des agents de l'immigration (ICE) – ceux qui terrorisent les popu-



lations avec leurs escouades de brutes cagoulées – de 45 milliards.

Le Parti démocrate ne sait que proposer les élections de mi-mandat en 2026... Il est à souhaiter que les

classes populaires n'acceptent pas d'attendre et mettent en échec, dans les entreprises et dans la rue, les milliardaires sans scrupules au gouvernement.



On trouvera des informations plus détaillées sur le site des camarades de Speak Out Now

speakoutsocialists.org/
the-trump-megabill-an-assault-on-us-all



IRAN : APRÈS LA GUERRE, LA RÉPRESSION

Au lendemain du cessez-le-feu avec Israël, 700 arrestations ont été annoncées en Iran pour des faits d'espionnage en faveur du Mossad et d'aide à l'armée israélienne. Elles ont principalement eu lieu dans les provinces de Kermanschah, où vit une partie de la population kurde, d'Ispahan, le centre industriel du pays, ou encore du Khouzistan, où vit la minorité nationale arabe. Elles sont sans doute bien plus nombreuses, notamment à Téhéran et au Kurdistan.



Depuis le mois de juin, au moins six prisonniers ont été exécutés, dont trois Kurdes enfermés depuis 2020. La justice s'est même dotée de tribunaux spéciaux pour juger, en toute hâte et en toute négation des droits élémentaires de la défense, les « *traîtres et mercenaires* ».

Les intimidations sont permanentes, avec l'envoi massif de SMS pour indiquer de ne pas suivre certains comptes sur les réseaux sociaux, ou avec l'interdiction de posséder des équipements de communication numérique pouvant échapper au contrôle des autorités.

Les cas de Cécile Kohler et Jacques Paris, ces enseignants français emprisonnés depuis mai 2022 dans des conditions inhumaines, désormais accusés d'espionnage pour le Mossad, de « *corruption sur Terre* » et de « *complot pour renverser le régime* », illustrent bien le sort des centaines, voire milliers de prisonniers, syndicalistes, jeunes contestataires du mouvement « *Femme, vie, liberté* », membres de minorités nationales, notamment kurdes et baloutches, immigrés afghans, boucs émissaires habituels des politiques sécuritaires et des discours nationalistes du régime.

Autant de prisonniers qui auraient pu périr dans le bombardement de la prison d'Evin, preuve que ce ne sont certainement pas eux qui ont aidé l'armée israélienne à mener ses assassinats ciblés de scientifiques et de militaires, et que ce ne sont pas eux non plus que Netanyahu et Trump souhaiteraient voir au pouvoir en Iran – ce bombardement sonne au contraire comme un avertissement : pour eux, pas question que ce soit le peuple iranien qui choisisse qui remplacerait les mollahs actuellement au pouvoir.

Dans ce pays, miné par l'inflation et le chômage, dont l'économie, toujours structurée par la rente pétrolière et totalement dépendante du commerce avec la Chine, étroitement régenté par le corps militaro-financier des Gardiens de la révolution... ce ne sont pas tant les pressions impérialistes qui font trembler le pouvoir, que la contestation populaire et ouvrière.

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 07/07/2025

TURQUIE : ALORS QUE LES MANIFESTATIONS S'ESSOUFFLENT, ERDOĞAN REPREND L'OFFENSIVE

Mercredi 2 juillet à l'aube, alors que de nombreux incendies ont obligé plus de 50 000 personnes à évacuer leur domicile, Erdoğan a repris son offensive contre le Parti républicain du peuple (CHP) en arrêtant des centaines d'élus oppositionnels pour « corruption ».

Près de quatre mois après l'arrestation d'Ekrem İmamoğlu, le maire CHP d'Istanbul, Erdoğan profite de l'affaiblissement des mobilisations de rue pour s'efforcer de briser sa principale opposition électorale. Les juges du régime cherchent à invalider les résultats du congrès de 2023 tenu par le CHP : cela reviendrait à remplacer la présidence actuelle du parti par son ancien dirigeant, Kılıçdaroğlu (détesté par la population) ou par un « administrateur provisoire d'État ». De quoi provoquer des divisions au sein du CHP, au risque de le faire éclater et débarrasser Erdoğan de son principal rival.



MANIFESTATION CONTRE L'ARRESTATION DU MAIRE D'ISTANBUL, EKREM İMAMOĞLU, ISTANBUL, 21 MARS 2025

UNE OPPOSITION DÉSORIENTÉE

Des manifestations se sont tenues dans différentes villes pour protester contre les arrestations d'élus du CHP, sans que celles-ci relancent une vague de mobilisation. La faute aux vacances universitaires qui ont vidé les universités, fer de lance de la contestation ? Ou conséquence de la politique du CHP, qui

a restreint le mouvement à l'unique défense d'İmamoğlu, alors que des grèves sectorielles éclatent partout dans le pays pour l'augmentation des salaires ? Grèves auxquelles le CHP s'est parfois violemment opposé... notamment à Izmir, en mai dernier.

Parallèlement, Erdoğan et les dirigeants du DEM (parti légal d'opposition kurde)

annoncent la destruction prochaine d'un stock symbolique d'armes du PKK (Parti des travailleurs kurdes), considéré par le régime comme terroriste et dont le principal dirigeant, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, a annoncé, de sa prison, en mai dernier la dissolution, dans le cadre du « processus de paix » engagé le 1^{er} mars dernier avec le régime¹. Une manière pour Erdoğan de diviser l'opposition au régime, en vue de réaliser son projet de refonte constitutionnelle qui lui permettrait de se présenter pour un nouveau mandat présidentiel...

STEFAN INO • 06/07/2025

1. Un processus de « paix » bien particulier, alors que l'armée turque continue de bombarder les bases militaires du PKK en Irak. Pas étonnant donc que le PKK juge que « la Turquie n'a pas fait sa part ».

Témoignages de soldats israéliens : « Notre moyen de communication, c'est la fusillade »

Le 7 juillet, Trump a reçu Netanyahu à la Maison-Blanche. L'occasion de discuter entre brutes de l'avenir du Moyen-Orient et d'un hypothétique cessez-le-feu à Gaza. Sur le terrain, l'armée israélienne continue de faire plusieurs dizaines de morts par jour, en particulier parmi les Gazaouis qui se pressent pour recevoir un peu de nourriture.

Le quotidien israélien Haaretz a publié le 27 juin les témoignages de soldats et d'officiers engagés dans la sale guerre de Gaza. Leurs propos sont glaçants : tout attroupement est à priori suspect et peut être dispersé à la mitrailleuse lourde, avec des obus d'artillerie, des lance-grenades ou des mortiers. Et un soldat d'expliquer : « Là où j'étais posté, entre une et cinq personnes étaient tuées chaque jour. Ces personnes sont traitées comme des forces hostiles : pas de gaz lacrymogènes, juste des tirs à balles réelles. » Et de conclure : « Notre moyen de communication c'est la fusillade. »

CENTRES DE DISTRIBUTION ENCERCLÉS PAR L'ARMÉE : 550 MORTS ET 4 000 BLESSÉS EN UN MOIS

Ce type de tuerie s'est intensifié depuis la fermeture des centres d'aide des agences de l'ONU par Israël et l'apparition, fin mai, d'une pseudo-organisation caritative israélo-américaine baptisée Gaza Humanitarian Foundation (GHF). Tous les prétextes sont bons pour tirer sur celles et ceux qui arrivent trop tôt ou trop tard pour la nourriture, qui s'attroupent, etc. En un mois, ces tueries ont fait plus de 550 morts et 4 000 blessés qui s'ajoutent à celles qui ont lieu quotidiennement dans les camps de réfugiés systématiquement pilonnés.

Les soldats évoquent également l'utilisation de civils palestiniens, notamment des enfants, des femmes et des personnes âgées, contraints de participer à des tâches dangereuses (déminage, sécurisation de bâtiments partiellement détruits, etc.) sous surveillance militaire.

RASER LES MAISONS, ÇA RAPPORTE !

Un soldat raconte : « Aujourd'hui, tout entrepreneur privé travaillant à Gaza avec du matériel de génie reçoit 5 000 shekels [environ 1 260 euros] pour chaque maison démolie... Ils se font une fortune. » Et lorsque que des Gazaouis s'accrochent à leur demeure, ils sont abattus.

L'armée israélienne a déjà à son actif plus de 56 000 morts en deux ans, en majorité des civils, dont au moins 17 000 enfants, plus de 320 000 blessés et autant de disparus.



PHOTO DE JABER JEHAD BADWAN. SOURCE : WIKIMEDIA



Article complet sur le site



Serbie : la mobilisation continue

Depuis l'effondrement de la gare de Novi Sad le 1^{er} novembre 2024 qui avait causé la mort de 15 personnes, sur fond de corruption et népotisme, un mouvement de contestation mené par les étudiants secoue la Serbie. Facs occupées, assemblées générales, manifestations monstres ont forcé le Premier ministre à démissionner et le gouvernement à opérer un ravalement de façade. Mais la mobilisation continue, revendiquant la démission du président, le jugement des responsables du drame, et plus largement – sous une forme qui reste bien vague – une démocratisation de la société serbe.

Après la manifestation énorme du 15 mars, qui avait réuni 300 000 personnes à Belgrade, le mouvement semblait être « rentré » dans les universités, toujours occupées, mais en reflux. Les arrestations se sont multipliées. Mais le samedi 28 juin, ce sont à nouveau 140 000 manifestants qui ont envahi le centre de Belgrade, une des plus grandes manifestations depuis le début du mouvement.

Des affrontements physiques d'ampleur ont eu lieu pour la première fois entre manifestants et forces de l'ordre. Au-delà des slogans habituels, visant la responsabilité des

ACCORD RWANDA-RDC SOUS LA HOULETTE DE TRUMP : DERRIÈRE UN SEMBLANT DE PAIX, LES MINES

Vendredi 27 juin à Washington, sous la houlette de Trump, la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ont signé un accord de paix sensé mettre fin au conflit qui sévit au nord-est de la RDC depuis une trentaine d'années.

Bien plus que la paix, ce sont les richesses minières de cette région qui expliquent l'intérêt des États-Unis. Une région particulièrement riche en minerais, considérés comme rares, mais aujourd'hui indispensables à toute l'électronique. La RDC, 60 % des réserves connues, est le premier producteur mondial de cobalt, la Chine en étant le premier exploitant et client. Or, tungstène, coltan, étain, cuivre, lithium foisonnent aussi dans le sous-sol du Rwanda.

Le président congolais a promis, en même temps qu'il signait l'accord de paix, d'ouvrir aux entreprises américaines une participation directe à l'exploitation des mines de la région du Kivu (si tant est qu'il en reprenne le contrôle). Même ouverture du côté du Rwanda et promesse américaine d'y investir dans les exploitations minières.

Non seulement l'accord du 27 juin a peu de chance de mettre fin à la guerre, mais il ne mettra pas fin aux conditions de travail, aux accidents, à l'exploitation des enfants dans les mines et aux maladies provoquées par l'exposition sans protection aux métaux lourds. Ces métaux qui font le bonheur d'Apple et autres champion de l'électronique, et le nouvel attrait de l'Afrique pour Trump et ses semblables.

OLIVIER BELIN • 08/07/2025

élites patronales et politiques dans le drame de Novi Sad, les slogans revendiquant de nouvelles élections ont pris davantage de place. La manifestation n'est pas restée sans suite : en début de semaine, des barrages routiers érigés par les étudiants se sont multipliés à Belgrade. Là aussi, la répression est féroce : la vidéo qui circule d'une voiture de police fonçant sur des étudiants près d'un barrage suscite l'indignation.

La mobilisation s'avère loin d'être au bout de ses possibilités, la jeunesse serbe ne lâche pas face au régime corrompu et autoritaire de Vučić !

DIMA RÜGER • 07/07/2025

DOSSIER

Le monde des marchands de mort

LA GUERRE ÇA TUE, MAIS ÇA LEUR RAPPORTE!

Au dernier sommet de l'Otan, les pays participants se sont engagés à porter la part de leurs dépenses militaires à 5 % de leur produit intérieur brut (PIB).

La France – troisième exportateur d'armes dans le monde – consacre aujourd'hui environ 60 milliards par an à ses propres dépenses militaires. Avec 5 % du PIB, on passerait à l'équivalent actuel de 150 milliards, soit 2,5 fois plus. Pour comparaison, le budget de l'Éducation nationale est d'un peu moins de 90 milliards d'euros et il n'augmente guère. Dans toute l'Europe, les

budgets militaires explosent : seule l'Espagne a refusé de tels budgets dont tout le monde sait qu'ils seront financés par des coupes dans toutes les dépenses utiles à la population – éducation, santé, services publics.

Le souverainisme, et son pendant le militarisme, sont prônés par tous les dirigeants des partis institutionnels, de l'extrême droite à LFI. Une idéologie mortifère dont ils voudraient imprégner toute la société, à commencer par la jeunesse. Et qui s'inscrit dans le contexte de sales guerres dont les populations sont

les premières victimes : Palestine, Ukraine, Russie, Israël, Soudan, RDC, Iran, Libye, Syrie, Inde, Pakistan, la liste est longue des pays où le canon tonne.

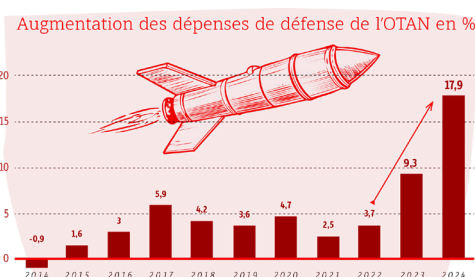
Ce que révèlent ces tensions militaires croissantes, c'est une période d'instabilité liée à la redéfinition des rapports de force, aujourd'hui surtout palpable sur le plan économique, entre grandes puissances impérialistes. Cette instabilité ne fait que commencer, elle n'est pas près de se résorber.

LES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE

Les dépenses militaires mondiales s'élèvent aujourd'hui à 2 718 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,4 % sur la dernière année. Cela correspond à 2,5 % du PIB mondial.

Les États-Unis sont loin devant, leur part s'élevant désormais à 37 % des dépenses militaires mondiales ! Les pays en dehors de l'Otan ayant de fortes capacités militaires sont principalement la Russie, qui a augmenté son budget de défense de 38 % en 2024, l'Inde et surtout la Chine, le deuxième plus gros budget militaire avec environ 314 milliards de dollars. Dans les zones de conflits en cours, les dépenses ont également explosé, avec en premier lieu Israël dont les dépenses militaires ont augmenté de 65 % en 2024.

Mais l'armement, c'est aussi, peut-être surtout, une question de business pour les grandes entreprises. Côté français, cocorico : Airbus, Safran, Dassault, Thalès, Naval Group, sont dans le top 100 des producteurs d'armement dans le monde. Certaines autres grandes entreprises investissent désormais dans l'armement, comme Daher qui prévoit de lancer des projets de drones en partenariat avec Thalès. Les guerres que mène l'État d'Israël en Palestine et au Proche-Orient ont accéléré la production de drones. Les principales puissances mondiales sont aussi les premières exportatrices d'armement et répandent dans le monde leurs engins de mort.



POUR QUELQUES RAFALE DE PLUS

Si la gauche a pu s'offusquer du coup de pression de Trump lors de la dernière conférence de l'Otan – comme Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste, qui pleurnichait que « les Européens se sont fait humilier », l'enthousiasme pour le réarmement reste tenace à gauche. Il y a quelques mois son compère, le député PS Boris Vallaud, défendait « un grand plan de redressement stratégique pour l'Europe », tandis que l'écologiste Marine Tondelier appelait l'Union européenne à « s'affirmer comme une force militaire ». L'épouvantail de l'autoritarisme incarné par la Chine de Xi Jinping, la Russie de Poutine et désormais le gouvernement Trump leur permet de proclamer la défense des démocraties et des valeurs républicaines à grands coups de chars Leclerc. Ce qui laisse songeur quand on voit les conséquences désastreuses

des dernières interventions militaires françaises, que ce soit en Libye ou au Mali.

Mélenchon, quant à lui, affirmait sur son blog en mars dernier : « Les Français doivent se donner tous les moyens de garantir la sécurisation de toutes leurs nombreuses frontières dans le monde », étendant ces frontières aux « territoires ultramarins » – les peuples colonisés par la France apprécieront. Dans le livret de sa campagne de 2022 consacré à la Défense, il réclamait que la production militaire française reste prioritairement en France.

Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste, dénonce parfois lui aussi la course aux armements, mais il assure dans son décidément mal nommé « meeting pour la paix » qu'il « faudra investir dans une armée nationale et souveraine, mais pour défendre

le peuple, pour défendre la France et ses intérêts vitaux ». Le PCF, habitué des sorties patriotiques, tient autant aux Rafale qu'au saucisson et au vin rouge. C'est d'ailleurs ce parti qui, en 1945, avait assuré la reprise de l'industrie militaire française, avec Charles Tillon ministre de l'Aviation, ainsi que Marcel Paul, ministre de la Production industrielle et fidèle ami de la famille Dassault. De même que repeindre en rouge les institutions bourgeoises n'a jamais protégé les travailleurs des attaques patronales, repeindre en bleu-blanc-rouge l'industrie de l'armement ne protégera aucune population des bombes et des sales guerres impérialistes.

ROBIN KLIMT • 08/07/2025



L'armée, planificatrice de la recherche scientifique...

Dans un ouvrage paru en 1976, *La Science et le militaire*, le sociologue Georges Menahem écrivait, à propos du scientifique : « Il croit travailler sur les infrarouges et il ne fait que préparer de nouveaux systèmes de détection de missiles ou de guérilleros thaïlandais. Il pense n'étudier que les transformations physiques des radiosources, et il produit des éléments constitutifs d'un système de repérage pour sous-marins. » Le philosophe Michel Serres écrivait quant à lui : « Toute l'utilité du savoir, à peu près, est canalisée vers la mort. »

Cherchez, trouvez, ne vous préoccupez pas des applications, nous nous en chargeons, semblent dire les militaires. Georges Menahem cite un exemple qui, pour être ridicule, n'en est pas moins significatif de cette large « ouverture d'esprit » : l'armée britannique a ainsi financé un congrès consacré... aux

baguettes de sourcier ! Sait-on jamais ! De fait, les « labos », dans toutes les disciplines, courent après les financements et l'armée est sans doute un des pourvoyeurs qui laisse le plus la bride sur le cou des chercheurs.

Une liste loin d'être exhaustive des liens entre recherche scientifique et ce qu'on nomme le « complexe militaro-industriel » :

Le projet Manhattan, qui a abouti à fabriquer la première bombe atomique, a dopé la connaissance de la structure de la matière.

L'IG Farben, au début des années 1930, a développé le caoutchouc synthétique (le Buna-S utilisé pour les pneus des camions militaires).

Le GPS a été développé par le département de la Défense des États-Unis, tandis que la recherche porte sur des capteurs quantiques pour s'affranchir de ce GPS pour mieux guider navires, avions... ou missiles.

L'Arpanet, réseau conçu par l'agence de recherche du département de la défense américaine, a créé le protocole TCP/IP et donné Internet.

Les satellites utilisés pour la météo sont des dérivés des satellites d'observation des armées.

Rappelons enfin que l'alliance entre la science et le militaire est chose ancienne, depuis les machines militaires conçues par Archimède au III^e siècle avant J.-C. au service du tyran de Syracuse jusqu'à l'étude de la trajectoire d'un obus par Galilée au XVII^e siècle.

On est passé des catapultes aux drones kamikazes pilotés par une intelligence artificielle... La science a certes progressé, mais la barbarie est toujours là !

J.-J. F • 08/07/2025

Travailleurs de l'armement : on nous mène la guerre

Chez les fabricants d'armes, les carnets de commandes se remplissent. Mais les embauches peinent à suivre, au prétexte de difficultés de recrutement. C'est en tout cas ce qu'affirment des groupes comme KNDS – une entreprise franco-allemande spécialisée dans la production d'armement – ou Dassault et ses sous-traitants. La réalité, en tout cas à Dassault, c'est une embauche maîtrisée, avec des vannes qui se sont ouvertes ces dernières années, mais que l'avionneur commence à vouloir refermer, quitte à refuser l'embauche des intérimaires qu'ils ont fait former et venir avec la perspective d'un CDI et à qui on ne propose que de renouveler leurs missions.

BOOM DES CADENCES

Mais, même avec ces intérimaires, la charge de travail a nettement augmenté. La cadence du Rafale est passée en quelques années de deux avions par an à trois puis quatre attendus. Alors que la cadence de quatre n'est pas tenue aujourd'hui, la direction parle de passer à cinq avions par an.

La direction de KNDS, elle, se vante d'avoir doublé ses effectifs depuis 2019 afin de quadrupler sa production, ce qui se traduit par un doublement des cadences pour les travailleurs. Dans la seule usine de Toulouse, qui produit les commandes de tirs notamment pour le canon Caesar, la production est passée de 2 200 par an jusqu'en 2022 à 4 600 prévus pour cette année, avec pour conséquences un développement des équipes et des heures supplémentaires. Pas de magie : pour produire plus avec presque autant de monde, il faut aggra-

ver l'exploitation. C'est vrai aussi chez cet autre marchand d'armes, Safran, où la charge de travail doit augmenter dans les prochaines années.

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS FAIRE LES FRAIS DU MILITARISME

Chez Dassault, la politique est simple : on pousse jusqu'à ce que ça craque. Résultat, des usines toujours sous-dimensionnées, un manque de place et de matériel, des outils parfois vieux de trente ans, en réparation tous les quatre matins. Et, quand ils sont remplacés, ce n'est pas toujours pour quelque chose de mieux, les nouveaux outillages n'étant pas toujours utilisables.

L'industrie de l'armement a beau avoir le vent en poupe, les salaires restent relativement bas et les NAO se font au rabais. La mobilisation à Thalès à l'occasion des NAO a mis en lutte de nombreux travailleurs et a entraîné un élan de solidarité, notamment au cours d'une manifestation à Mérignac qui a réuni 1 500 travailleurs d'Arianegroup, Dassault, Airbus, Safran, CGI et Akkodis.

Les militants communistes dénoncent la production d'armes qui absorbe une énorme part des moyens de production qui pourraient être utilisés bien plus utilement : l'humanité a besoin de Canadair, d'IRM, de toutes sortes d'équipements plutôt que de Rafale, de canons ou de fusils ! Mais ce qui saute aux yeux pour les armes est vrai aussi de la production d'un monceau de choses inutiles, voire nuisibles, depuis

la production de voitures individuelles jusqu'aux élevages industriels, entre autres.

Pour l'instant, ce sont les capitalistes qui détiennent le pouvoir de décider à quoi seront affectés les moyens de production. Mais les travailleurs du secteur de l'armement occupent une position stratégique ! Le refus des dockers de Marseille de charger des armes à destination d'Israël a montré les possibilités de la classe ouvrière pour peser sur la façon dont va le monde. On imagine sans peine ce que les travailleurs du secteur de l'armement pourraient faire en cas de montée des luttes ou dans une situation révolutionnaire !

En tout cas, aujourd'hui, la décision des capitalistes de développer la fabrication d'armements ne doit pas se traduire par une dégradation des conditions de travail et réclamer des augmentations de salaire est une nécessité pour les travailleurs de tous les secteurs !

MARINETTE WREN
08/07/2025



Les « Trente Glorieuses »... pour les marchands de canon

Consacrer 5 % du PIB aux dépenses militaires – ce qui est l'objectif que se sont fixés les pays de l'Otan – ne date pas d'hier : la guerre froide entre les États impérialistes et l'URSS a déclenché une course aux armements qui a duré plusieurs décennies, de la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la fin des années 1980. En France, les budgets militaires ont dépassé 5 % du PIB de 1950 à 1962¹. Aux États-Unis, ils ont culminé à 9,42 % en 1967² et sont restés au-dessus de 5 % jusqu'en 1990, c'est-à-dire jusqu'à la disparition de l'URSS.

Que cette période d'investissements massifs des États dans de véritables budgets de guerre coïncide pratiquement avec les années de forte croissance – ce qu'on a appelé les Trente Glorieuses, de 1945 à 1975 – n'est évidemment pas un hasard. L'expression « complexe militaro-industriel », pour reprendre les mots du président américain Eisenhower, désigne les liens étroits qui les unissent au personnel politique et à la haute fonction publique. Pour cette industrie, planification et monopole sont indispensables – comme quoi ce n'était pas l'apanage de l'ex-URSS.

L'industrie militaire a donc été dopée aux commandes publiques et aux subventions de l'État réellement « providence », comme à l'époque Thomson-CSF ou l'éternel Dassault. Un des principaux volets de cette politique a été la multiplication des programmes nucléaires à usage militaire, menaçant le monde d'un embrasement généralisé.

Ces budgets étaient également nécessaires pour réprimer les peuples en lutte pour leur indépendance : ils ont explosé lors de la guerre de Corée, la guerre du Vietnam ou la guerre d'Algérie. Par exemple, en France en 1953 (date de la guerre de Corée), le budget de l'Armée représentait 7,57 % du PIB. Pour les États-Unis, le pic a été atteint pendant la guerre du Vietnam.

Même en l'absence de conflit mondial, l'industrie de l'armement reste un des piliers de l'économie capitaliste, les États sachant très bien planifier pour fabriquer des engins de mort plutôt que pour répondre aux besoins de la population.

ROBIN KLIMT • 08/07/2025

1. fr.statista.com/statistiques/1340721/armee-depenses-pib-france



2. Les États-Unis, en pleine politique de « containment » contre la prétendue expansion du communisme, ont commencé à intervenir massivement au Vietnam en 1965.

Le capitalisme porte en lui la guerre

Quand ils ne se font pas la guerre entre eux, les États impérialistes la mènent contre les peuples des pays pauvres quand ceux-ci s'insurgent contre la mise en coupe réglée de leurs ressources et l'exploitation à laquelle ils sont soumis. Des conflits sont créés de toute pièce dont les puissances impérialistes sont les seules bénéficiaires – qu'on songe aux rivalités qui mettent à feu et à sang le Soudan, la République démocratique du Congo, le Moyen-Orient, etc. Concurrence et crises sont inhérentes au capitalisme et les guerres commerciales peuvent dégénérer en guerres tout court.

Concurrence et crises sont inhérentes au capitalisme et les guerres commerciales peuvent dégénérer en guerres tout court.

Il souffle des vents mauvais. « Souveraineté nationale », « défense de la patrie » : les dirigeants des partis institutionnels n'ont plus que cela à la bouche.

Combattre leurs guerres, ce n'est pas lutter pour une « paix » qui ne peut être qu'illusoire dans la société capitaliste. Nous ne sommes pas pacifistes, nous sommes antimilitaristes. Nous ne prôtons pas « la paix », mais le combat contre cette société : entre les bruits de botte qui s'amplifient et la catastrophe climatique qui s'accélère, il n'y aura

pas d'autre issue qu'attaquer le mal à la racine et renverser la domination de la bourgeoisie sur le monde.

Face aux dirigeants impérialistes qui uti-

Il n'y aura pas d'autre issue qu'attaquer le mal à la racine et renverser la domination de la bourgeoisie sur le monde.

lisent leurs énormes moyens pour obscurcir les consciences en exacerbant les sentiments nationalistes, le racisme et la xénophobie, en réprimant tous ceux qui se dressent sur leur route, nous ne sommes pas démunis. Il ne se passe pas une année sans qu'une population opprimée, humiliée, exploitée se révolte. Et les guerres suscitent à juste titre un sentiment d'horreur dans les populations. Même au sein de l'armée israélienne, des voix s'élèvent enfin. Or les armées sont le rempart ultime des classes dirigeantes contre les révoltes des classes exploitées. Sans être suffisante, la contestation au sein des armées est une étape indispensable pour permettre aux situations révolutionnaires d'aboutir.

Notre voix est peut-être faible, mais indispensable pour préparer les luttes de demain : la lutte contre le militarisme sous toutes ses formes est à l'ordre du jour !

J.-J. F • 08/07/2025

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

À CENEXI, ON SE PRÉPARE À LUTTER CONTRE UN PSE

Depuis des mois, voire des années, le site Cenexi de Fontenay-sous-Bois, qui emploie environ 600 salariés, fonctionne mal. Les équipements sont d'un autre temps et aucun investissement n'est fait : la plupart des machines datent du rachat du site à Roche en 2004. Le patron préfère avoir recours à une méthode plus rentable : aux salariés de se débrouiller, de contourner les protocoles, de compenser le manque de postes, de s'adapter pour que l'usine tourne ! Un manque d'investissement déjà condamné par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) qui a posé une injonction de mise aux normes.

Depuis janvier, toute la partie de production de comprimés (le « solide ») tourne au ralenti, pendant que l'offensive patronale s'accroît, y compris en production d'ampoules (le « liquide ») où travaillent 250 salariés. La moindre erreur est mise sur le dos des ouvriers, sur lesquels on fait planer l'épée de Damoclès de la fermeture du solide.

LA CONFIRMATION DU PSE...

Le terrain a ainsi été préparé par les chefs pour espérer faire encaisser le PSE sans réaction. Jusqu'au calendrier : la direction a attendu la période estivale pour officialiser l'annonce. En septembre, elle annoncera la fermeture partielle ou totale de la partie solide du site de Fontenay, soit 100 salariés. Elle a annoncé dans le même temps vendre le site d'Hérouville (Calvados), et des rumeurs courent sur une vente du site d'Osny (Val d'Oise). C'est donc les trois sites français du groupe qui sont touchés.

À Fontenay, la direction a pu compter sur la complicité d'une partie des syndicats, qui se sont bien gardés d'ébruiter la nouvelle avant l'été, quand bien même des rumeurs couraient sur toutes les chaînes. Depuis deux semaines, la CGT a rendu l'annonce publique et ça commence à s'agiter. Tout le monde se sent concerné et s'inquiète pour l'avenir. De quoi commencer à paver le chemin d'une lutte contre la fermeture.

... ET LES DÉBUTS DE L'ORGANISATION DE LA RIPOSTE !

Chaque vendredi depuis l'annonce, des salariés se regroupent pour voir ce qu'il est possible de faire contre le PSE. Une pétition contre la fermeture du solide et pour l'amélioration des conditions de travail a déjà recueilli plus de 150 signatures. Du solide au liquide, il faut tisser des liens, se convaincre que nous sommes tous visés par une même politique patronale. Car la deuxième vague de licenciements ne fait que commencer. Dans le même département, à Maisons-Alfort dans le 94, c'est un site de Sanofi qui va être vendu. L'offensive patronale est globale, une riposte ouvrière à la même échelle est le seul moyen de la stopper.

CORRESPONDANT • 08/07/2025

À PROPOS D'UNE CAMPAGNE DE LA CGT-CHEMINOTS...

Depuis 2020, la SNCF a cessé de recruter ses salariés au statut cheminot. Ce dernier remontait à l'année 1920. À l'époque, l'exploitation du réseau ferroviaire était divisée en six entreprises privées. Ainsi, les travailleurs du rail ne partageaient pas les mêmes rémunérations, les mêmes droits, etc. Avant même la création du statut unique des cheminots, l'État leur avait accordé le droit de partir à la retraite plus tôt que les autres salariés pour tenter de rendre plus acceptable l'exploitation dans ces métiers particulièrement dangereux et pénibles.

En 1920, un cheminot avait été mis à pied. Il avait demandé un congé pour assister à une réunion syndicale, qui lui avait été refusé. Ce qui avait été vu comme une discrimination syndicale donna le signal d'une puissante grève qui s'étendit à l'ensemble des travailleurs du rail. La grève fut durement réprimée, mais aboutit à la création du statut cheminot.

Aujourd'hui, dans de plus en plus de secteurs, la SNCF crée des filiales dans lesquelles elle replace ses agents. Cette politique n'en est à qu'à ses débuts, mais les travailleurs subissent déjà des attaques sur leurs rémunérations, leurs congés, leurs conditions de travail, leurs droits syndicaux...

C'est dans ce contexte que la fédération CGT des cheminots a lancé une campagne en faveur de la création d'un nouveau statut du travail cheminot (NSTC)

Elle l'accompagne d'un projet de développement du service public ferroviaire, une longue liste de propositions afin de relancer le transport par rail. Comme si la direction de la SNCF ou l'État qui en est actionnaire allaient subitement penser à l'intérêt général ! Alors que les autres syndicats accompagnent la direction dans ses projets de filialisation et jouent la carte de la lutte métier par métier, la CGT espère se démarquer avec ce projet unificateur. Mais cela ne l'a pas empêchée, au mois de mai dernier, d'appeler les conducteurs et les contrôleurs séparément à la grève. Et, quelques mois plus tôt, elle appelait à la grève les conducteurs seulement, pour l'augmentation d'une prime qui leur est spécifique ! Statut unique mais lutte chacun dans son coin ?

Pour que ce NSTC prenne corps, il faudrait des luttes d'ensemble dans lesquelles un grand nombre de travailleurs prendraient conscience de leur force collective et de leurs intérêts communs. Alors, ce projet apparaîtrait comme autre chose qu'un hochet agité par un syndicat cherchant à se montrer plus revendicatif que ses concurrents... Car une chose est sûre : contre les patrons du rail, on ne pourra pas faire l'impasse sur des luttes mettant en mouvement un maximum de travailleurs, de tous métiers et de toutes filiales !

STANISLAS ERREN • 08/07/2025

Voir l'article complet sur notre site.



BAS-RHIN

Licenciements chez De Dietrich : quand l'extrême droite tente d'instrumentaliser la colère sociale



Le 20 mai dernier le groupe BDR Thermo annonçait la délocalisation de la production de De Dietrich (pompes à chaleur) en Slovaquie et en Turquie d'ici 2027 et le licenciement de 320 salariés. Samedi 5 juillet a eu lieu une marche blanche à l'appel de l'intersyndicale. Plus de 700 personnes, salariés, familles et habitants, ont défilé.

Des prises de parole de représentants syndicaux et d'élus locaux ont eu lieu, dont le député du RN Théo Bernhardt, hué dès son arrivée à la tribune par les militants de gauche. Ni une ni deux, les membres de FO Métaux, qui tenaient la tribune, n'ont pas hésité à jouer la police, épaulés de militants RN et d'agents de sécurité privée pour virer les militants qui scandaient des slogans, puis ont appelé les gendarmes. Les perspectives défendues (FO, CFE-CGC et élus locaux) se résument à une ligne : nationalisme et protectionnisme. Silence total sur les profits et la logique capitaliste. Aucune perspective de lutte pour les travailleurs de De Dietrich et tous s'en sont remis à l'État.

Si la CGT, seule, évoquait la rapacité du patronat et dénonçait le RN, elle en appelle, elle aussi, à l'État et à la nationalisation. De quoi sauver les emplois ? Quand on voit le sort réservé aux services publics, on se demande

en quoi le sort des entreprises nationalisées serait différent.

Le RN se prétend soucieux des travailleurs. Pourtant, il s'oppose aux hausses de salaire, à leur indexation, au gel des loyers, etc. Leur politique raciste nous divise et fait porter la responsabilité des licenciements, des conditions de vie et de travail sur les étrangers et tous ceux qui n'auraient pas la bonne religion.

L'offensive patronale est générale, la riposte doit l'être tout autant. Le RN cherche à nous diviser, mais seule une lutte d'ensemble des travailleurs et travailleuses, cordonnée, pourrait pousser patronat et gouvernement à reculer sur les licenciements, jusqu'à en imposer l'interdiction !

NICOLAS WEBER • 08/07/2025

AUTOMOBILE

Les travailleurs de Stellantis Poissy construisent l'unité contre les patrons



Mobility (ex-Plastic Omnium) en Normandie, 300 salariés qui produisent des pare-chocs. OP Mobility travaille à 40 % pour Poissy. Stellantis Poissy (2 500 salariés) s'achemine vers une fermeture dans 18 mois, ce sous-traitant risque donc de subir des licenciements ou de fermer aussi. Les travailleurs d'OP Mobility l'ont bien compris et ont fait bon accueil à ceux de Poissy.

Après les autres visites des salariés de Poissy chez les travailleurs sous-traitants de MC Synchro (roues), chez Lear (siège), chez Forvia (panneaux de porte et planches de

bord) en Île-de-France, dans le Nord... il est important d'élargir encore plus la liste de nos alliés dans la lutte contre nos patrons. Tous ensemble unissons-nous, que l'on soit sous-traitant de Stellantis, du secteur automobile ou d'autre secteurs menacés. Contre les fermetures, exigeons des garanties sur l'emploi et les salaires !

CORRESPONDANTS • 08/07/2025

J eudi 3 juillet, une trentaine de salariés de Stellantis Poissy sont allés diffuser un tract et surtout discuter avec les salariés de OP

TER : la concurrence est sur les rails, mais lesquels ?



Le train express régional n° 17483 du lundi 30 juin est arrivé à son terminus 25 minutes après l'heure prévue. Ce retard ne mériterait pas d'être relevé s'il n'avait pas concerné le voyage inaugural de la ligne Marseille-Toulon-Nice, exploitée non plus par la SNCF mais par Transdev, avec à son bord le PDG de la société et le « patron » macroniste du conseil régional de Paca, Renaud Muselier. Digne successeur de

Christian Estrosi, ce dernier avait multiplié les promesses que la concurrence et le privé feraient mieux que la SNCF.

Les subventions publiques du conseil régional pour l'exploitation de cette ligne ferroviaire sont en effet d'un autre niveau que du temps de la SNCF : 120 millions d'euros supplémentaires (un budget en hausse de 14 %) auxquels il faut ajouter 250 millions d'euros pour l'achat de 16 rames neuves auprès d'Als-

tom dont les retards de livraison pour moitié d'entre elles ont poussé Transdev à louer des rames... à la SNCF. Las de reconnaître que tout est question de moyens financiers, Renaud Muselier a déjà mis toutes les chances de son côté de pouvoir annoncer que « le privé fait mieux » par un bidouillage statistique : Transdev ne se verra pas imputer les retards dus à des pannes d'infrastructure ferroviaire. Possible dès lors d'atteindre l'objectif affiché de 97,5 % de ponctualité sur les trains : avec les mêmes critères, la SNCF faisait 96%, alors qu'en fait Marseille-Nice était une des lignes TER les moins fiables du pays avec un taux de ponctualité avoisinant les 80 %.

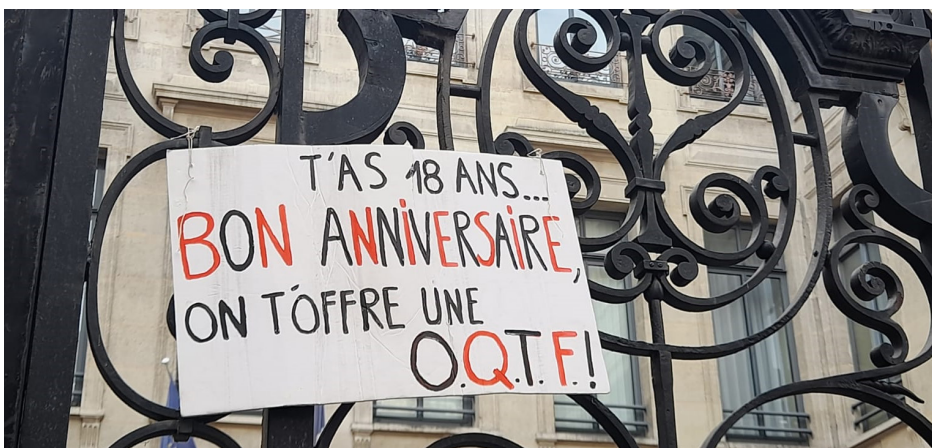
« Renaud Muselier a déjà mis toutes les chances de son côté de pouvoir annoncer que « le privé fait mieux » par bidouillage statistique »

Toute cette mauvaise foi prêterait à rire si elle n'était pas au service d'un discours pa-

tronal : d'après le président de la région Paca, si l'avenir de la ligne s'annonce radieux, c'est parce que les cheminots du « privé » coûteraient moins cher qu'un agent SNCF au statut. Des dirigeants de la SNCF abondent : « Un cheminot à la SNCF est entre 10 à 15 % plus cher que chez nos concurrents. Si nous ne faisons rien, nous perdrons tous les marchés. » Pour le moment, sur dix appels d'offres TER, les filiales SNCF et leurs objectifs de réduction du « coût du travail » en ont remporté sept... Quelle que soit la couleur politique du conseil régional ou le fronton de l'entreprise, qu'ils soient déjà dans une filiale ou futurs filialisés, seules les luttes et les grèves des cheminots pourront contrecarrer l'offensive patronale dénommée « ouverture à la concurrence » sur leurs rémunérations et conditions de travail.

CORRESPONDANTS • 08/07/2025

Pour les mineurs non accompagnés de Rouen, un été à l'abri



Lundi 30 juin, c'est avec un sentiment de fierté que le collectif des MNA (mineurs non accompagnés) de Rouen a décidé, en accord avec l'ensemble de ses soutiens, de replier les tentes, plantées depuis le 2 mai devant la préfecture de Rouen. En effet, la lutte menée pendant deux mois a permis d'obtenir une « mise à l'abri » durant l'été pour ces jeunes mineurs isolés délibérément laissés à la rue par le département de Seine-Maritime, au mépris du respect des droits les plus élémentaires normalement dus à tous les enfants (papiers, logement et école). C'est dans des locaux municipaux rouennais que la vingtaine de jeunes du collectif passera l'été.

La municipalité dirigée par le socialiste Nicolas Mayer-Rossignol a fini par répondre à la pression exercée depuis deux mois par les actions quasi quotidiennes menées par le col-

lectif. Celles-ci ont en effet rendu visible aux yeux d'une large partie de la population de la ville ce racisme d'État qui consiste à rejeter presque systématiquement les demandes de prise en charge de jeunes mineurs quand ils viennent d'Afrique et d'Asie. C'est un acquis de la lutte, même si la mise à l'abri n'est que provisoire. C'est pour cette raison que la lutte devra reprendre dès la rentrée pour que tous les jeunes puissent être enfin scolarisés et que leur minorité soit reconnue, comme vient de l'être au tribunal celle de deux d'entre eux après des mois de procédure judiciaire.

CORRESPONDANTS • 08/07/2025

RÉGION PARISIENNE

LE 10 JUILLET : EN GRÈVE POUR NOS CONDITIONS DE TRAVAIL ET L'AUGMENTATION DES SALAIRES DANS LES DÉPÔTS DE BUS RATP !

Jeudi 10 juillet, les travailleurs et travailleuses des dépôts de bus de la RATP sont appelés à se mettre en grève contre la division entre différentes entreprises de transports publics, division imposée par les patrons du transport et Île-de-France Mobilités qui joue les arbitres à l'échelle de la région parisienne. Leur « ouverture à la concurrence » n'est rien d'autre qu'une déclinaison du classique : « diviser pour mieux régner » ! Des salariés qui font le même boulot mais pour le compte de différents patrons qui, pour être plus « concurrentiels » que les autres, vont chercher à dégrader les conditions de travail et les salaires.

« Se réunir en assemblée générale, se coordonner pour imposer des revendications communes quel que soit notre patron, voilà ce que doit être notre réponse. »

Dans le lot 47 (Vitry et Ivry pour la RATP, Villeneuve-le-Roi pour Keolis) dont le futur exploitant sera Keolis, l'appel à cette grève a été bien accueilli. C'est un premier pas pour commencer à s'organiser contre ces tentatives de division des salariés. Se réunir en assemblée générale, se coordonner pour im-

poser des revendications communes quel que soit notre patron, voilà ce que doit être notre réponse.

Le transfert des effectifs n'aura lieu que dans un an, mais dès maintenant les revendications d'amélioration des conditions de travail sont nombreuses, vu la situation : bus sans climatisation, pauses trop courtes au terminus et sans aucun lieu pour se reposer ou se rafraîchir, obligation de travailler dans des ateliers quand les températures y frôlent les 40 degrés... Sur les salaires, la RATP n'a pas attendu la valse de la « concurrence » pour payer les nouveaux embauchés 300 euros de moins pour le même travail !

Concurrence oblige, nous portons sur nos tenues de travail le logo de nos exploitants : c'est donc l'ensemble de ces patrons que nous combattons ! Nous avons montré que nous sommes conscients des attaques qui nous attendent. C'est un avertissement aux patrons : nous ne tombons pas dans le piège de la division entre travailleurs, et nous le faisons savoir par nos moyens de lutte : en assemblées générales et en grève !

CORRESPONDANT • 08/07/2025



APERÇU DU PROGRAMME DES RER

Débats, discussions politiques,
piscines, projection de films,
garde d'enfant sur place,
temps festifs

SAMEDI 23 AOÛT
**Plénier
d'accueil** 21H-22H

**Projection de
Joe Hill**

film de Bo Widerberg


DIMANCHE 24

10H-11H45

» Le contrôle de la bourgeoisie sur les médias peut-il être remis en cause dans le système capitaliste ?

» Dangers accrues de l'extrême droite, montée des réponses autoritaires et de la bourgeoisie : la dictature du capital est-elle en train de remiser ses masques démocratiques ?

» Alors... #AllMen ? Entre le mouvement « mascu » et les procès sur les violences sexistes et sexuelles de cette année, quelles perspectives ?



14H-15H45

» Le racisme, un élément structurel du capitalisme ; l'islamophobie, une déclinaison conjoncturelle de ce principe

» Des chasseurs-cueilleurs égalitaires aux premières sociétés de classes (richesse et pouvoirs)

avec Christophe Darmangeat

» Comment représenter et se représenter la physique quantique ?

EXPLOITATION, RACISME, SEXISME... UNE SOCIÉTÉ À RENVERSER !

» Les femmes courent-elles vraiment moins vite que les hommes ?

17H-18H45

» Forum d'entreprise - Transports : patriotisme d'entreprise, voire patriotisme tout court, des obstacles pour les salariés du transport dans la lutte contre les appels d'offre.

 * Projection du film *Katika Bluu* sur les enfants-soldats en République démocratique du Congo (RDC) en présence du réalisateur

LUNDI 25

L'INTERNATIONALISME : POUR UN MONDE SANS PATRONS NI FRONTIÈRES !

» Thelonious Monk (1917 - 1982) : un pianiste de jazz au cœur du mouvement noir américain.

» La montée des rivalités impérialistes dans la région indo-pacifique et la place de la Chine

Socialist Alternative (Australie)

» Les marxistes révolutionnaires et la question nationale : comment se pose aujourd'hui le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ?

10H-11H45

» La Russie depuis 1991 : du capitalisme sauvage au capitalisme conquérant de Poutine

» Guerre du Kivu, cobalt, manganèse, terres rares et terres agricoles : Appétits et rivalités impérialistes en Afrique

» Une histoire marxiste de la domestication du chien

14H-15H45

» Les mouvements de solidarité internationaliste : du Vietnam à la Palestine, quelle politique pour les révolutionnaires ?

» Forum d'entreprise et NPA Jeunes-R : Militarisme, industrie de l'armement et tentatives d'embrigadement patriotique

» Les femmes dans l'histoire des sciences

17H-18H45

21H

 Projection-débat d'*Un Hangar sur le port*, sur l'histoire de la prison clandestine d'Arenç (ancêtre des CRA) en présence de Mustapha Mohammadi, ancien militant du MTA

MARDI 26

COMMENT CHANGER LE MONDE ? UNE STRATÉGIE RÉVOLUTIONNAIRE POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

» 1917 en Russie : quand la classe ouvrière faisait la révolution... et du théâtre !

» La question du "front uni" aujourd'hui : quelle démarche unitaire pour les militants révolutionnaires ?

» Retour sur le mouvement de 1995 : la grève remise au centre de la stratégie ouvrière.

10H-11H45

» Sur les traces de... Mother Jones et des origines du mouvement ouvrier américain

» Retour sur les grandes grèves de 2015 dans la métallurgie à Bursa (Turquie) en présence d'une camarade turque de Bir-Kar

» Suzane Valadon : une peintre du réel

14H-15H45

17H-18H45

**» Débat avec
Lutte ouvrière**

21H



Soirée - concert

Avec le groupe Trio Shafaq, musique chilienne, palestinienne et syrienne

MERCREDI 27

» 500 ans plus tard... la guerre des paysans allemands de 1524-1526 : un épisode de la lutte des classes contre la domination de la noblesse et du clergé

» La situation politique en Algérie en présence d'un militant révolutionnaire algérien

10H-11H45

» Il était une fois la vie... L'origine du vivant, un problème dialectique


Départ
**Inscriptions
et programme
complet à
retrouver sur
notre site**


LECTURES POUR L'ÉTÉ

L'USURE D'UN MONDE, UNE TRAVERSÉE DE L'IRAN

FRANÇOIS-HENRI DÉSÉRABLE

Poche, 2024, 192 p., 8 €

Fin 2022, alors que le mouvement de révolte « Femmes, Vie, Liberté », suite au décès de Mahsa Amini, secoue l'Iran, l'auteur décide de partir dans le pays sur les traces de Nicolas Bouvier. Il s'agit de l'écrivain suisse qui, dans les années 1950, fit un périple de Belgrade à Kaboul, en passant par l'Iran, périple qu'il raconta dans *L'usage du monde*, une référence de la littérature de voyage. Désérable reproduit l'itinéraire de Bouvier, circulant en train, bus ou stop et rencontre des femmes et des hommes en colère, aspirant à mettre fin au régime des mollahs, et ce malgré une répression implacable. Une lecture passionnante, qui résonne encore plus fortement aujourd'hui après l'attaque israélienne et les frappes américaines.



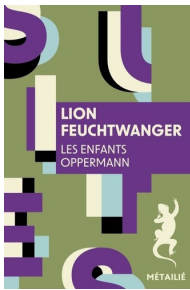
LES ENFANTS OPPERMANN

LION FEUCHTWANGER

Métallisé, 2023 puis en poche 2025, 396 p., 13 €

Ce roman, paru fin 1933, réédité en France en 2023 puis en poche en février 2025, n'était plus disponible depuis la Seconde Guerre mondiale. Son auteur, Lion Feuchtwanger, juif allemand, l'a écrit en 1933, en exil dans le sud-est de la France, à Sanary, après la saisie de sa maison et de ses biens par les nazis alors qu'il était parti faire une conférence aux États-Unis. Il était l'auteur reconnu à la fin des années 1920 d'un ouvrage, *Le Juif Süß*, dénonçant l'antisémitisme, mais qui va être détourné comme objet de propagande antisémite par les nazis.

La famille Oppermann est une famille bourgeoise juive allemande, très bien assimilée, qui a fait fortune grâce à un aïeul marchand de meubles. Le roman commence fin 1932 et s'achève fin 1933, alors que la dictature nazie s'est bien installée. Il raconte l'incompréhension, l'incrédulité qu'éprouvent les membres de la famille (le directeur de la compagnie, son frère intellectuel et écrivain, le troisième éminent médecin chirurgien mais aussi leurs enfants) et leur entourage, devant la montée en puissance du parti nazi et de l'antisémitisme. Ils croient en la raison, en la sagesse de la civilisation allemande qui ne pourra que rejeter les outrances et la bêtise du nazisme. Bref, ils sont démunis devant ce qui leur arrive. C'est une des qualités de ce roman, visionnaire car écrit en temps réel, que de nous le faire comprendre à travers ses personnages.



LES VAINQUEURS

ROY JACOBSEN

Poche, 2024, 784 p., 10,50 €

Ce pavé est une saga familiale norvégienne se déroulant de 1927 à 1990, dans des contextes et des époques différentes pour les deux parties qui la composent. Nous sommes dans une famille pauvre de paysans-pêcheurs, aux nombreux enfants dans une île du nord de la Norvège. La narratrice de la première partie est Marta, une enfant sensible qui doit quitter sa famille très jeune pour aller gagner sa vie à Oslo comme domestique. La deuxième partie est racontée par un de ses fils, Rogern, qui nous plonge dans une cité ouvrière d'Oslo de l'après-guerre.

Il est question de la dureté de la vie dans les campagnes, des inégalités, de la guerre en Norvège, des transformations et de l'enrichissement de la société dans ce roman qu'on ne lâche pas une fois qu'on s'est habitué au style de l'auteur.

Roy Jacobsen
Les vainqueurs



LA FILLE DU HALSINGLAND, DESTINÉE SUÉDOISE, TOME 1

KATARINA WIDHOLM

Poche, 2024, 496 p., 8 €

Nous sommes en 1937, en Suède. Betty, dix-sept ans, quitte sa famille très pauvre pour aller travailler comme domestique dans une riche famille de Stockholm. Le maître de maison est médecin. Elle est logée et nourrie, mais aussi corvéable à merci comme elle le découvre très vite. Elle qui adore lire et a accès à une bibliothèque bien fournie, n'en a que très peu le temps ! Elle est prise sous son aile par Viola, domestique dans le même immeuble bourgeois, qui lui sert de guide dans la ville, mais aussi dans la compréhension des attentes de ses patrons. C'est elle aussi qui lui ouvre les yeux sur l'engagement politique du médecin, qui fait partie d'un groupe pro-nazi.

Ce roman, très facile à lire, aux personnages attachants, jamais caricaturaux, nous fait découvrir la société suédoise de l'époque, ses inégalités très fortes ainsi que ses préjugés – et donne envie de découvrir la suite de la saga.



TERRA ALTA

JAVIER CERCAS

Une trilogie composée de *Terra Alta* (Actes Sud, poche 2023, 10,40 €) ; *Indépendance* (Poche, 2024, 10,70 €) ; *Le Château de Barbe Bleue* (Poche, 2025, 10,70 €)

Les points communs de ces trois romans sont la Catalogne et son personnage principal, un policier, Melchior, ancien repris de justice et fils d'une prostituée. Des enquêtes policières (de l'assassinat d'un couple de riches et vieux employeurs de la région de l'Ebre à une affaire d'extorsion de fonds dans les élites barcelonaises) sont les points de départ des trois récits qui renvoient à des périodes différentes de l'histoire de la Catalogne, en résonance avec l'histoire complexe de Melchior.

Comme quasiment toujours dans les romans de Javier Cercas, il est question du passé – guerre civile et franquisme – qui a des conséquences sur le présent mais aussi de la vengeance, de l'impunité des puissants et de l'amitié.



PATRIA

FERNANDO ARAMBURU

Babel, 2020, 723 p., 12 €

Cette ample fresque nous fait partager les destins de deux familles basques espagnoles sur plusieurs dizaines d'années. Elle commence en 2011, le jour où ETA (organisation basque indépendantiste) annonce officiellement renoncer à la lutte armée et où débutent des pourparlers de paix.

Les deux familles ne se parlent alors plus, après avoir été très proches. Un assassinat les a rejetées dans des camps opposés.

Le roman est construit sur des va-et-vient dans le temps, plongeant dans l'histoire intime et collective des personnages. Il nous emmène de San Sebastian (Donostia en basque), la grande ville proche, au village natal (imaginaire) des personnages, mais aussi en France, base arrière des combattants d'ETA, dans la partie française du pays Basque notamment.

Aramburu dénonce la violence de l'État espagnol. Il dénonce aussi l'impasse nationaliste d'organisations comme ETA. La lutte armée engagée par ETA s'est construite en dehors de toute mobilisation consciente de la classe ouvrière. Mais ce n'est pas de ce point de vue que se place Aramburu, qui renvoie dos à dos les commandos de l'État espagnol et ceux d'ETA, niant en fin de compte l'oppression des minorités par l'État espagnol. À propos des Basques, il parle d'un « peuple soi-disant opprimé », sans qu'on puisse comprendre alors les raisons pour lesquelles une organisation comme ETA a pu disposer d'une aussi forte implantation et d'un tel soutien.

Cela dit, il s'agit d'un roman remarquable tant par la description de ce contexte très lourd de combat – qui, rapporté au niveau du village, est nécessairement fratricide – que par l'épaisseur psychologique des personnages, que l'on voit évoluer au fil du temps et que l'on quitte à regret.

LILIANE LAFARGUE



CAMP D'ÉTÉ INTERNATIONALISTE

30.07 - 03.08

Construire un pôle des révolutionnaires

Ségovie

NPA OKAE Σπóρτακος IZAR rso

Méthodes policières à l'université Paris Nanterre contre des militants : l'Unef Nanterre annonce porter plainte

Dans *Révolutionnaires* n° 35, nous relayions les révélations du média *Streetpress* qui rendait publiques les pratiques répressives et illégales de la présidence de l'université Paris Nanterre à l'encontre des militants syndicalistes de l'Unef. Fichage, entrave, volonté de mise sur écoute, achat de caméras-espions, harcèlement et filature... Tout un

arsenal pour écraser et faire taire l'Unef. Une organisation syndicale qui fait partie de ceux qui luttent contre la logique de sélection et le tri social qui poussent chaque année toujours plus de jeunes vers la précarité et l'exploitation, au service des intérêts du patronat.

Confrontée à ces révélations, la présidence de l'université crie aux fake news et maintient un climat d'impunité quant à la répression politique et aux méthodes employées. En plein contexte de coupes budgétaires historiques dans les facs, elle annonce un budget de la sécurité de 16 millions d'euros sur quatre ans. Celui-ci a bondi de 75 % ces quatre dernières années, et reste la seule dépense de fonctionnement de l'université qui continue d'augmenter malgré les suppressions de budget. Suite à ces révélations, la section locale de SUD Éducation UPN a recensé un dispositif de surveillance d'au moins 50 caméras au sein de la fac, permettant un flicage ultra ciblé des militants sur l'ensemble du campus.

Mardi 1^{er} juillet, l'Unef Nanterre organisait une conférence de presse pour dénoncer cette culture de l'impunité et annoncer un dépôt de plainte contre ces méthodes illégales et répressives, en présence de Louis Boyard (député LFI) et de représentants du bureau national de l'Unef, de Sud Éducation Université Paris-Nanterre, de Solidaires 92, de la FSE Nanterre et du NPA-Jeunes-Révolutionnaires. Ces pratiques ne peuvent rester impunies, tous ceux qui ont participé à cette politique doivent démissionner. Cette conférence de presse a également permis de dénoncer la répression du mouvement étudiant nationalement, et le passage de la mal-nommée loi contre l'antisémitisme (voir ci-dessous).

Face à la répression et à la volonté de museler toute forme de contestation étudiante, nous ne devons pas reculer. Le gouvernement et les présidences d'université ont peur que les étudiants s'organisent pour contester leurs politiques. Donnons-leur raison, en organisant la riposte. Dès la rentrée, reprenons la rue contre les coupes budgétaires et pour un enseignement supérieur gratuit et ouvert à tous et à toutes !

L. DA SILVA • 08/07/2025



Le gouvernement crée une nouvelle juridiction pour réprimer les étudiants mobilisés. Exigeons l'abrogation de la mal-nommée loi « contre l'antisémitisme » !

Mercredi 2 juillet, l'Assemblée nationale a adopté la loi dite « contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur ». Cette loi représente une énorme attaque contre les droits démocratiques des étudiants, notamment avec son article 3 qui envisage la création d'une nouvelle section disciplinaire à l'échelle des académies. Cette section aura les mêmes pouvoirs de répression que les sections disciplinaires actuellement existantes et qui sont élues au niveau de chaque établissement. C'est dans ces instances que les étudiants se sont souvent retrouvés poursuivis pour avoir mené des mobilisations, bloqué leurs établissements, occupé leur fac, etc.

La différence par rapport aux sections locales, c'est que les membres de cette nouvelle instance seront nommés par le ministre et qu'elle sera présidée par un juge administratif. Actuellement, les sections disciplinaires ont un jury qui est élu parmi les représentants des étudiants et du personnel à partir des résultats électoraux. Sa composition fait donc que les sanctions contre des étudiants mobilisés sont assez rares, même si leur nombre a augmenté, car les jurys sont souvent composés de syndicalistes, d'élus issus de listes de gauche, etc.

Cette situation suscite la frustration de toutes les forces réactionnaires et pro-patronales, qui regrettent le manque de sanctions face à une fraction de la jeunesse étudiante qui lutte et se politise. C'est donc pour cette raison qu'ils veulent choisir la composition des jurys pour mieux décider des sanctions.

Parallèlement, la loi renforce la possibilité pour les présidences de facs d'interdire l'accès aux universités aux étudiants en attente d'un jugement disciplinaire... y compris pour des faits réalisés hors de leur campus s'ils « présentent un lien suffisant avec l'établissement ou les activités qu'il organise ». De quoi être exclu préventivement d'une fac, parfois pendant des mois, parce qu'on a participé à une manif qui dénonce les partenariats avec la machine de guerre israélienne.

LE GOUVERNEMENT, L'EXTRÊME DROITE ET SES IDIOTS UTILES INSTRUMENTALISENT L'ANTISÉMITISME !

Pour faire passer cette loi, le gouvernement instrumentalise la lutte contre l'antisémitisme. Il ne veut pas assumer ses véritables intentions, car il sait que cela pourrait susciter une forte contestation. Il présente cette loi

comme étant conçue pour mieux poursuivre et sanctionner les actes de discrimination. Un mensonge éhonté.

Pour amadouer la gauche, la loi crée une mission « Égalité et diversité » (sans moyens) chargée d'organiser la prévention et des formations antiracistes sur les facs. Et ça a marché ! Le gouvernement a trouvé ses idiots utiles : tout le PS a voté pour la loi, ainsi qu'une minorité de députés EELV et PCF !

PRÉPARONS UNE RENTRÉE DE LUTTE ET DE GRÈVES !

Macron et ses alliés cherchent des moyens d'intimider les étudiants qui voudraient se battre contre leur politique : sélection, coupes budgétaires, complicité avec l'État israélien... Mais nous pouvons les en empêcher. Des organisations de jeunesse, dont le NPA-Jeunes-Révolutionnaires, ont prévu de se revoir début septembre pour discuter d'une journée de grève étudiante à la rentrée. Un bon début pour obtenir l'abrogation de la loi dite « contre l'antisémitisme » et de toute la politique de ce gouvernement !

V.M. • 08/07/2025

LECTURES ÉTÉ 2025 : LA RENTRÉE SE PRÉPARE DÈS JUIN !

Dans les deux dernières semaines, plus de 60 militants et sympathisants du NPA-Jeunes-Révolutionnaires ont participé par petits groupes à quatre stages de lecture « d'introduction au marxisme », malgré les fortes chaleurs !

Au programme, la définition marxiste des classes sociales et notre conception de l'État, introduction à l'économie politique avec des textes de Karl Marx et Rosa Luxembourg, les Leçons d'Octobre de Trotsky et des discussions sur la dégénérescence de l'URSS. De quoi donner des armes à celles et ceux qui participaient à leur premier stage !

Prochains rendez-vous, notre camp internationaliste... et nos rencontres d'été révolutionnaires.

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org

FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires

X (TWITTER)

INSTAGRAM : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**